



Le gouvernement français brandit la menace d'une nouvelle guerre contre la Libye

Par [Stéphane Hugues](#)

Mondialisation.ca, 17 septembre 2014

wsws.org

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, affirmant que la Libye devenait « un 'hub' pour les groupes terroristes, » a lancé la semaine dernière un appel en faveur d'une intervention dirigée par la France en Libye.

Le président François Hollande avait déjà pressé, il y a quelques semaines, les Nations Unies de lui donner son aval politique pour une nouvelle action militaire en Libye après la guerre menée par l'OTAN en 2011. Il avait demandé aux Nations unies de fournir un soutien exceptionnel aux autorités libyennes pour qu'elles restaurent leur Etat, sans quoi le terrorisme se répandrait à travers la région.

Revenant à la charge la semaine dernière, Le Drian a dit: « Aujourd'hui, j'alerte sur la gravité de la situation en Libye...Le sud Libyen est une sorte de 'hub' où les groupes terroristes viennent s'approvisionner y compris en armes et se réorganiser. »

Il ajouta en guise d'avertissement, « au Nord, les centres politiques et économiques sont désormais menacés d'être contrôlés par ces djihadistes... Nous devons agir en Libye et mobiliser la communauté internationale. »

Il dit que les troupes françaises actuellement déployées au nord du Mali pourraient se déplacer vers le nord-est et entrer en Libye en passant par l'Algérie, « tout cela se fait en bonne intelligence avec les Algériens qui sont des acteurs majeurs de cette région et dont c'est aussi l'intérêt. »

La justification donnée par Le Drian pour lancer cette nouvelle intervention impérialiste en Libye sent l'hypocrisie à plein nez. Il y a trois ans, la France, les Etats-Unis et d'autres membres importants de l'OTAN, avaient bombardé la Libye et armé une coalition de milices islamistes et tribales liées à Al Qaeda dans le but de détruire l'Etat Libyen et d'assassiner son dirigeant, Mouammar Kadhafi. A présent, ils se saisissent cyniquement du chaos qu'ils ont eux-mêmes déclenché dans ce pays et s'en servent pour justifier une nouvelle invasion, soi-disant cette fois pour combattre les forces islamistes armées par eux il y a trois ans.

Comme d'habitude, les pyromanes de Paris agissent avec un total mépris de l'opinion publique. Un sondage publié par le *Figaro* jeudi 11 septembre a révélé que 82 pour cent des gens interrogés s'opposaient à une intervention en Libye.

Il est clair pour tout le monde que la guerre menée par l'OTAN en 2011 a produit un

désastre pour le peuple libyen et en fait pour toute l'Afrique.

Le *Figaro* écrit ainsi: « [Des milices à dominante islamiste ont pris fin août le contrôle de Tripoli](#), le gouvernement 'légitime' exilé à Tobrouk - à 1200 km - ne gouverne plus rien, les chancelleries occidentales ont mis la clé sous la porte, le Sud est devenu un havre pour terroristes et la bande côtière la plaque tournante du trafic de migrants. Le tout sur fond d'enlèvements, d'assassinats, de tortures qui complètent le tableau d'un État failli jusqu'à l'os. »

La capitale libyenne Tripoli a été le théâtre d'une bonne partie des combats récents entre les milices rivales de Zintan et Misrata qui essayent de contrôler la ville. Il s'est aussi produit une offensive continue menée par un associé de longue date de la CIA, le général Khalifa Hifter, qui est financé par l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis et dont l'objectif est de s'ériger en nouveau dictateur libyen. L'aviation des Emirats a récemment effectué une mission de bombardement avec l'armée égyptienne dans le but de soutenir les forces au sol de Hifter.

Les élections libyennes de juin dernier, dans lesquelles seuls 40 pour cent de la population ont voté, n'ont pas entraîné une fin des combats. Le gouvernement sorti des urnes a annoncé sa démission et un autre gouvernement, islamiste, a déclaré qu'il prenait le pouvoir.

Cela représente avant tout une condamnation des groupes de la pseudo-gauche comme le NPA (Nouveau parti anticapitaliste) en France qui ont fait la promotion des fantassins libyens de l'OTAN et ont prétendu qu'ils menaient une révolution (voir : [Un instrument de l'impérialisme: le Nouveau parti anticapitaliste français soutient la guerre contre la Libye](#)). Faisant comme si les intérêts impérialistes qui sous-tendaient la guerre en Libye étaient sans importance, ils se sont alignés sur la propagande officielle qui glorifiaient l'intervention de Libye et en ont fait une guerre « humanitaire ». Ils portent donc la responsabilité politique des désastres et des dizaines de milliers de victimes causés par cette guerre.

Ils sont de façon plus générale responsables de l'énorme escalade de l'intervention de l'impérialisme français en Afrique à la suite de la guerre libyenne. Paris a profité de la menace posée par les groupes terroristes qu'il a armés en Libye pour justifier des interventions préparées avec l'OTAN et le régime algérien et auxquelles s'oppose une grande majorité de gens en France comme dans l'ancien empire colonial français d'Afrique, y compris en Algérie.

Au Mali, une des principales causes du fait que le gouvernement a failli être renversé en 2012 a été le retour au Nord Mali, après la chute du régime libyen, des mercenaires touaregs lourdement armés qui avaient servi sous le régime de Kadhafi. Ceux-ci se sont alliés à divers groupes islamistes dans le but de lancer une offensive contre le gouvernement de Bamako soutenu par la France. L'armée française est alors intervenue au Mali pour combattre les forces touaregs qu'elle avait chassées de Libye en 2011.

Ces guerres font partie d'une campagne plus vaste de la part de l'impérialisme français et de l'OTAN, menée dans le but de reprendre les anciennes zones d'influence dans lesquelles ils ont gardé des intérêts commerciaux et stratégiques déterminants. L'Algérie a eu des liens économiques étroits avec la France et est un important fournisseur de gaz naturel et de pétrole pour l'Europe. L'Etat français contrôle également de gros investissements au Niger, voisin du Mali, sous la forme de mines d'uranium pour les centrales et les armes

nucléaires françaises.

Comme toujours, les considérations domestiques jouent un rôle déterminant dans le bellicisme de l'impérialisme français. En janvier 2013, au moment où Paris lançait sa guerre au Mali, des responsables du Parti socialiste de Hollande avaient dit à la presse qu'ils prenaient modèle sur la guerre des Malouines, menée par le régime droitier de Margaret Thatcher, dans l'espoir de renforcer, en ralliant le pays autour du drapeau grâce à une guerre rapide, le soutien à leur politique d'austérité dans les classes moyennes.

Dans les récentes semaines, Hollande a connu la crise la plus grave de sa présidence. Après avoir subi des défaites majeures dans les élections municipales et européennes au printemps, qui étaient le résultat de sa politique profondément impopulaire d'austérité, le gouvernement PS s'est effondré, le produit surtout de divisions au sein du parti au pouvoir sur la politique à mener envers l'Allemagne. La cote de popularité de Hollande est depuis tombée au niveau record de 13 pour cent.

Dans cette crise sans précédent, Hollande et le PS se tournent une fois de plus vers la guerre à l'extérieur pour essayer de détourner l'attention de celle qu'ils mènent en France contre la population.

Article original, [WSWS](#), publié le 15 septembre 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Stéphane Hugues](#), [wsws.org](#), 2014

Articles Par : [Stéphane Hugues](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca